

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 29/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

BP 105
60 avenue du Capitaine Resplandy
64100 Bayonne

Références : -
Code AIOT : 0005207766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté RD 810 40530 Labenne. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans les installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- RD 810 40530 Labenne
- Code AIOT : 0005207766
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARREFOUR Supply Chain appartient au Groupe Carrefour et l'entrepôt de Labenne est utilisé pour le stockage de produits alimentaires et non alimentaires à destination des supermarchés, hypermarchés et autres points de vente associés à l'enseigne CARREFOUR. L'enseigne CARREFOUR Supply Chain bénéficie d'une autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage au titre de la rubrique 1510 de nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2006 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-417 du 2 septembre 2020. À la suite des évolutions de la nomenclature des ICPE, l'établissement de Labenne relève désormais du régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	6 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	6 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 11/08/2017, article 8 de l'Annexe II	Demande d'action corrective	6 mois
5	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10 de l'Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'Annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des conditions de stockage, croisée avec l'analyse des Fiches de Données de Sécurité (FDS), a révélé des non-conformités nécessitant des actions correctives :

1. Inadéquation des moyens d'extinction

Il existe une divergence critique entre les dispositifs actuels (réseau d'extinction automatique à eau) et les agents préconisés par les fabricants. Pour de nombreux produits stockés, l'usage de l'eau est proscrit au profit de poudres, mousses spécifiques ou CO₂. Les moyens de secours doivent impérativement être adaptés aux risques chimiques réels.

2. Sectorisation et compatibilité

L'exploitant doit mettre en place une sectorisation rigoureuse des stocks. Cette organisation doit isoler les produits selon :

- leur compatibilité (ou incompatibilité) avec l'eau ;
- leurs réactions chimiques mutuelles.

3. Séparation des rétentions

La gestion des épanchements doit être revue : des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent, en aucun cas, être associées à une cuvette de rétention unique. Une séparation physique des dispositifs de rétention est nécessaire pour prévenir tout risque de réaction exothermique, d'incendie ou d'émanations toxiques en cas de fuite simultanée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Lors de l'inspection, les observations suivantes ont été effectuées :

- **Actualité des documents** : Parmi les deux documents consultés, la Fiche de données de sécurité (FDS) du détachant ACE date de 2014, tandis que celle de la lessive liquide "Laine et Linge Délicat" (Carrefour) est récente (2023).

Or, le règlement n° 2020/878 du 18 juin 2020 modifie et remplace l'annexe II du règlement REACH relative aux exigences concernant l'établissement des fiches de données de sécurité. Les FDS non conformes à ce nouveau format pouvaient toutefois continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.

De plus, il est recommandé par l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail (INRS) qu'une FDS datant de plus de 3 ans doit faire l'objet d'une réactualisation.

- **Accessibilité et stockage** : Les FDS ne sont pas consultables directement au sein de la cellule de stockage. Pour y accéder, il est nécessaire de se rendre au "bureau de gestion des stocks" situé dans la cellule adjacente.
- **Réactivité et sécurité** : L'extraction des fiches de données de sécurité par l'opérateur a été particulièrement rapide grâce à l'outil informatique. Si la mobilité des ordinateurs portables facilite l'accès aux données, il convient de souligner qu'en cas d'incendie, la portabilité de ces outils garantit toutefois que les informations critiques demeurent accessibles à l'extérieur des entrepôts, même après l'évacuation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous six mois, l'exploitant s'assure de disposer, pour chaque produit présentant des mentions de danger sur le site, d'une fiche de données de sécurité conforme aux exigences du règlement européen n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

[...] Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Conformité de l'étiquetage et conditions de stockage

L'examen de la correspondance entre les Fiches de Données de Sécurité (FDS) et les emballages présents sur site confirme une parfaite cohérence des pictogrammes de danger.

Concernant les modalités de stockage et d'intervention, les spécificités suivantes ont été relevées

:

- **Lessive liquide (Carrefour) :**

Le produit est conditionné en cartons de 6 bidons de 1,25 litre sur palette. Conformément aux recommandations, il est maintenu dans son récipient d'origine hermétiquement fermé, doit être à l'écart de toute matière incompatible. En cas de sinistre, les agents d'extinction préconisés sont la mousse, le dioxyde de carbone (CO₂), la poudre sèche ou l'eau pulvérisée (brume).

- **Détachant (ACE) :**

Ce produit est conservé dans son emballage d'origine et conditionner en carton de 8 x 2 litres sur palette, au sein d'un environnement sec et frais. Aucune incompatibilité spécifique avec d'autres matières n'est signalée. Pour l'extinction, il est nécessaire de privilégier la poudre chimique sèche, la mousse résistante aux alcools ou le dioxyde de carbone (CO₂).

Rubrique 5 de la FDS : Mesures de lutte contre l'incendie

La cellule de stockage dédiée aux produits dangereux bénéficie d'une protection incendie complète, comprenant :

- un système de détection incendie en partie haute ;
- un réseau d'extinction automatique à eau (sprinklage) à chaque niveau de stockage sur rack ;
- des robinets d'incendie armés (RIA), des extincteurs portatifs et des bacs de sable.

Toutefois, une analyse comparative avec les Fiches de Données de Sécurité (FDS) révèle des incohérences. Certains moyens d'extinction actuellement en place ne sont pas compatibles avec les préconisations techniques des produits stockés (notamment concernant l'usage de l'eau sur certains composants chimiques).

Rubrique 6 de la FDS : Mesures à prendre en cas de déversement

Lors de l'inspection, il a été constaté que la cellule est équipée de bacs à sable, permettant d'intervenir rapidement en cas de déversement accidentel de produits.

Rubrique 7 de la FDS : Manipulation et stockage

Signalétique et Premiers Secours

À l'entrée de la cellule de stockage des produits dangereux, un panneau d'information identifie clairement la zone. Ce dernier regroupe les pictogrammes de danger en vigueur ainsi que les consignes de sécurité : "En cas de contact cutané ou oculaire, le personnel est informé qu'une douche de sécurité et un rince-œil sont accessibles au local de charge."

Au cœur de la zone de stockage, les pictogrammes de danger sont systématiquement reportés sur les cartons de conditionnement, certains incluant même les rappels de premiers secours à effectuer en cas d'incident.

Équipements de Protection (EPI) et Prévention

Les caristes sont équipés des EPI réglementaires, incluant des vestes ou gilets haute visibilité, des chaussures de sécurité et des gants de protection. La plateforme combine ainsi des mesures de

prévention collective et de protection individuelle.

Note importante : Il a toutefois été relevé que l'exploitant ne dispose d'aucune indication formelle concernant les incompatibilités de stockage entre les différents produits.

Gestion des Fuites et Dispositifs de Rétention

Le site dispose de procédures spécifiques selon l'ampleur de l'incident :

- Fuites mineures : l'utilisation de sable est privilégiée pour l'absorption. Les résidus sont ensuite conditionnés en sacs et entreposés dans un conteneur dédié aux déchets dangereux ;
- Fuites majeures ou Incendie : la cellule est conçue avec un profil en V, permettant de guider les fluides vers un caniveau central relié à une fosse de rétention enterrée 120 m³.

L'évacuation finale et le traitement des fluides (pompage et collecte) sont assurés par l'entreprise spécialisée Chimirec.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réévaluer l'organisation des moyens d'extinction parfaitement adaptés aux risques spécifiques identifiés dans les FDS des produits stockés.

Gestion des incompatibilités de stockage

Bien que les mesures de protection individuelle et collective soient en place, l'absence de consignes sur les incompatibilités chimiques constitue une non-conformité aux bonnes pratiques de sécurité. L'exploitant doit :

- **mettre en place une matrice d'incompatibilité** : créer un tableau de croisement (souvent basé sur les pictogrammes SGH) pour identifier les produits qui ne doivent jamais être stockés côte à côte (par exemple, les acides et les bases, ou les comburants et les inflammables) ;
- **sectoriser le stockage** : réorganiser physiquement les rayonnages pour séparer les familles de produits incompatibles par des distances de sécurité ou des barrières physiques ;
- **former le personnel** : sensibiliser les caristes et les gestionnaires de stock à la lecture des Fiches de Données de Sécurité (FDS), spécifiquement les sections relatives au stockage et à la stabilité chimique ;
- **mettre en place un affichage opérationnel** : installer un rappel visuel de ces règles d'exclusion à l'entrée de la cellule, à côté du panneau d'information existant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

<p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. [...]</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel de gestion intégré au groupe Carrefour, permettant un suivi des stocks en temps réel et une connaissance précise des inventaires à tout instant.</p> <p>Ce suivi a été dûment constaté.</p> <p>Par ailleurs, la portabilité de ces outils garantit l'accès aux données critiques depuis un poste externe (ordinateur portable), assurant ainsi la continuité de l'information, même en cas d'évacuation des entrepôts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/08/2017, article 8 de l'Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
Prescription contrôlée : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ». Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas d'un système de rétention différencié selon la nature ou l'incompatibilité des produits stockés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de prévenir tout risque de mélange accidentel, il est demandé à l'exploitant de procéder à une segmentation de son stockage. Les produits devront être triés et répartis sur des rétentions distinctes, de manière à garantir une isolation physique totale entre les différentes matières stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10 de l'Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit

à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.

Constats :

La configuration actuelle de la cellule de stockage des produits dangereux est conçue avec un profil en V, une configuration permettant d'orienter l'ensemble des fluides vers des bouches reliées à un caniveau central. Ce dispositif est relié à une fosse de rétention enterrée d'une capacité de 120 m³, destinée à recueillir l'ensemble des matières en cas de déversement.

Toutefois, lors du contrôle, il a été constaté que l'exploitant ne dispose d'aucune procédure formelle ou d'affichage concernant les éventuelles incompatibilités de stockage entre les différents produits présents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de valider la pertinence d'une rétention unique pour l'ensemble des substances. L'exploitant fournit les éléments justifiant la compatibilité chimique de tous les produits entreposés dans cette zone. Cette analyse est indispensable pour garantir qu'un mélange accidentel dans la fosse ne génère aucun risque de réaction dangereuse (incendie, explosion ou émanations toxiques).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois